

Congo-Brazzaville, le 20 juillet 2010- Transpirant à grosses gouttes, Igor, 13 ans, transporte des platines de farine entre le four et les étalages de la boulangerie de Loutété, dans le sud ouest du Congo-Brazzaville. «Tous les jours, je travaille comme ça de 22 heures à 6 heures du matin», déclare-t-il.

Son gain journalier est d'environ 2,5 dollars. «Il y a des jours où je termine à 11 heures», ajoute-t-il. Ces enfants qui travaillent dans la boulangerie sont surnommés "taxi" en raison de leur mobilité entre les étagères et le four.

A Bouansa, une autre ville du sud-ouest, Loubondo, une fille de 14 ans, est membre d'une coopérative agricole. «Notre travail consiste à débroussailler les champs des tiers pour trouver de quoi manger et s'habiller», affirme-t-elle.

Cette coopérative appelée "Zola" (amour dans une langue locale) est constituée d'une dizaine d'enfants, et les paysans louent leurs services. Un champ débroussaillé revient à environ 15 dollars que les membres de la coopérative se partagent, et un enfant effectue une tâche sur une superficie de 15 mètres sur 1,5 mètre. «Les enfants fuient les cours pour aller travailler. Ils sont plus motivés par le goût de gagner l'argent», déplore Pamela Ngoma, directeur d'une école primaire de Bouansa.

A Brazzaville et à Pointe-Noire, les deux principales villes du pays, le travail des enfants a déjà atteint une certaine ampleur. L'un des cas les plus patents à Brazzaville reste les enfants casseurs de pierres dans les carrières de Djoué, une rivière qui traverse la capitale congolaise. «Ici, on trouve des enfants qui viennent seuls ou accompagnés de leurs parents», indique, Bernabé Ntsiomo, un chef de carrière où viennent travailler même des enfants de huit ans.

En période scolaire, ces enfants «travaillent» en tenue, après avoir déserté les cours. «A l'école, nous restons affamés, faute d'argent. Or ici, dès que le travail commence, le chef vous donne déjà du pain», témoigne, Mesmin, 13 ans, élève au cours moyen.

Certains enfants ont le soutien de leurs parents. «J'ai fait ma vie dans cette carrière, et mon enfant doit savoir lutter comme un homme dans un pays où l'avenir est incertain. Chaque jour, après les cours, il me rejoint ici, et bosse comme un vrai homme», se félicite Emmanuel Moukossi, un parent, montrant son enfant d'environ 14 ans, très affairé dans la carrière.

D'après Ntsiomo, un sac de graviers (environ 100 kilogrammes) coûte 40 dollars, et l'enfant qui le remplit reçoit quatre dollars. Les enfants mettent beaucoup de jours pour remplir un sac.

Mais dès qu'ils le font et qu'ils ont leur argent, ils oublient les peines endurées, dit-il.

GA_googleFillSlot("AllAfrica_Story_InsetC"); Selon le bureau local du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), quelque 1.900 enfants travaillaient en 2005 à Pointe-Noire et à Brazzaville. «Mais aujourd'hui, ce nombre a quasiment doublé», estime Marius Biyekele, administrateur de programme pour la protection à l'UNICEF.

GA_googleCreateDomIframe('google_ads_div_AllAfrica_Story_InsetC', 'AllAfrica_Story_InsetC');

Interrogée par IPS, la juriste et chercheuse Nina Alida Kiyindou, révèle que plusieurs enfants travaillent à Pointe-Noire comme "payé-payé" (employés pour solder des marchandises diverse). «Ce phénomène est très vivace dans les grands marchés de Pointe-Noire. Les enfants sont payés à hauteur de 10 pour cent de leur recette journalière», souligne-t-elle.

D'autres enfants sont employés comme vendeurs à la criée, proposant de l'eau et des boissons glacées. Leur "salaire" mensuel varie entre 30 et 40 dollars seulement.

«A Pointe-Noire, nous avons recensé en 2008 près de 400 enfants béninois travaillant sur la base de la compagnie pétrolière AGIP comme pêcheurs, ramasseurs et fumeurs de poissons. Ils ne communiquent pas sur leur situation, de peur que leurs maîtres ne les maltraitent sévèrement», affirme Kiyindou.

Le gouvernement peine à mettre fin au travail des enfants. «L'Etat sait que ce phénomène existe, mais c'est difficile de l'éradiquer, vu le niveau de pauvreté dans les familles», déclare Honorine Massamba, directrice de la famille au ministère des Affaires sociales.

Selon le gouvernement, 52,1 pour cent des Congolais vivent avec moins d'un dollar par jour, un taux que la Banque mondiale estime à 70 pour cent.

«Nous avons fait des descentes dans ces familles pour expliquer qu'il n'était pas bon de faire travailler des enfants, mais dès qu'on tourne le dos, la pratique reprend», déplore Massamba.

Toutefois, le gouvernement a publié, en juin 2010, un Code de protection de l'enfant. «Tout y

est prévu, et c'est pour nous un outil important pour sévir contre tous ceux qui exploitent l'enfance», prévient Jean Clotaire Tombet, directeur général des affaires sociales.

«C'est un pas très important, mais le code seul ne suffit pas, il faut des textes d'application. Si l'Etat n'arrive pas à éradiquer ce phénomène, c'est parce qu'il ne maîtrise pas le secteur informel où évoluent ces enfants. Même le BIT (Bureau international du travail) n'a aucune information», affirme Kiyindou.

Mais, d'autres enfants travaillent dans des structures bien connues de l'Etat. «Nous y envoyons des inspecteurs pour débusquer ces mauvais employeurs, nous les verbalisons. Mais, ce sont des rebelles, ils s'entêtent», déclare André Nyanga Elenga, directeur général de l'Office national de l'emploi et de la main d'oeuvre.

«Au tribunal où je travaille depuis des années, des affaires similaires sont rares. Le procureur ne s'en autosaisit pas, et les parents trouvent apparemment leur compte dans ce que rapportent les enfants», indique Guy Roger Kinga, avocat à Brazzaville.